

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 2221

[C — 27346]

25 JUIN 1992. — Décret modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Les incitations créées en vue de contribuer, parmi d'autres instruments, au développement socio-économique de la Région wallonne sont attribuées en vertu de contrats conclus entre, d'une part, la Région wallonne, et, d'autre part, toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, qui s'engage à effectuer une ou plusieurs opérations concourant à la mise en place d'un développement durable et à favoriser la création d'emplois. Les incitations ne sont accordées que si elles contribuent de manière déterminante à la réalisation de ces opérations. »

Art. 2. L'article 2 de la même loi, modifié par les lois des 5 août 1978 et 12 août 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. § 1er. Les dispositions prévues à la section 2 peuvent être appliquées aux entreprises localisées dans les zones définies en application des articles 10 et 11, qu'il s'agisse :

1. d'entreprises industrielles ou artisanales ou d'entreprises relevant du secteur du tourisme, du secteur du commerce ou des services;
2. d'entreprises des secteurs de l'horticulture et de la pisciculture;
3. d'entreprises du secteur de l'agriculture.

Sont toutefois exclus du bénéfice des aides prévues au chapitre 1er :

1. les secteurs des banques et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier,
2. les secteurs de la production et de la distribution d'énergie et d'eau, à l'exception de la production d'énergies alternatives et renouvelables;
3. les secteurs de l'enseignement et de la formation;
4. le secteur de la santé;
5. les secteurs des sports, des loisirs et de la culture;
6. le secteur de la grande distribution;
7. les professions libérales.

§ 2. Il faut entendre par entreprise toute personne physique ou toute personne morale constituée sous la forme de société commerciale, à l'exception des sociétés de droit public.

§ 3. Les investissements pouvant faire l'objet d'une aide en application des dispositions prévues à la section 2 sont les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles visées à l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1978 relatif aux comptes annuels des entreprises.

§ 4. L'Exécutif établit la liste des activités exclues et peut étendre les exclusions à d'autres secteurs ou branches d'activités. Dans ce cas, sa décision motivée devra prendre exclusivement en considération les principes et objectifs de développement durable ou de création d'emplois. Il détermine les investissements et les types d'entreprises éligibles. »

Art. 2bis. Un nouvel article 5bis est introduit dans la même loi, rédigé comme suit :

« Article 5bis. § 1er. Dans le cadre de la mise en oeuvre de ses politiques d'intérêt particulier, la Région peut octroyer aux entreprises visées à l'article 2, à des conditions particulières, les aides prévues à la présente loi.

§ 2. La Région peut prendre en considération les investissements destinés tant à la production qu'à l'utilisation des immobilisations permettant la mise en oeuvre de ses politiques d'intérêt particulier.

§ 3. Les politiques d'intérêt particulier de la Région sont notamment :

- l'assainissement des sites pollués;
- la préservation en matière d'environnement, notamment par l'incitation au respect de normes plus strictes que celles édictées par l'Etat, les Régions ou les Communautés Européennes, et par la promotion des activités de recyclage-récupération;
- la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie.

§ 4. L'Exécutif détermine les critères et modalités d'octroi de ces aides. »

Art. 3. Un article 5ter rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Article 5ter. Les aides prévues au présent chapitre ne peuvent être cumulées avec d'autres aides régionales pour un même investissement. »

Art. 3bis. Un article 5quater rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Article 5quater. Les aides ne peuvent être versées aux entreprises que si elles sont en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou si elles s'engagent à se mettre en règle dans des délais appropriés. »

(1) Session extraordinaire 1992.

Documents du Conseil. — 68 (SE 1992) Nos 1 à 11.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 24 juin 1992. Discussion

Compte rendu intégral. — Séance publique le 25 juin 1992. Vote.

Art. 4. Les articles 6 à 9 de la même loi sont abrogés.

Art. 5. Dans l'article 10 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1978, les mots « aux opérations mentionnées à l'article 7 ou plus généralement aux opérations d'investissements » sont remplacés par les mots « aux investissements définis à l'article 2 ».

Art. 6. L'article 12 de la même loi, modifié par la loi du 12 août 1985, est complété par le paragraphe suivant :
« § 6. Dans la Région wallonne, aucune aide n'est accordée sous la forme d'une réduction de taux d'intérêt ».

Art. 7. Il est inséré dans la même loi, sous l'intitulé « B-bis — Des primes à l'investissement », un article 13bis rédigé comme suit :

« Article 13bis. Il peut être octroyé aux entreprises visées à l'article 2 une prime à l'investissement, quel que soit son mode de financement, dont l'Exécutif fixe les conditions ainsi que les modalités d'octroi et de liquidation.

La prime ne peut excéder le montant maximum qui serait autorisé pour une réduction du taux d'intérêt, conformément aux articles 12 et 13.

Dans un délai de trente jours qui suit l'introduction d'un dossier complet ou d'une demande d'autorisation de débiter, accompagnée d'une fiche signalétique dûment complétée, l'entreprise est informée de l'éligibilité de sa demande.

Le défaut de réponse, dans le délai prévu, n'implique pas automatiquement l'acceptation de la demande. »

Art. 7bis. Il est inséré dans la même loi, sous l'intitulé « B-bis — Des primes à l'investissement », un article 13ter rédigé comme suit :

« Article 13ter. Par dérogation à l'article 13bis, les entreprises de presse d'opinion écrite, qu'elle soit quotidienne ou hebdomadaire, peuvent bénéficier d'une aide égale à 15 % du montant des investissements éligibles. »

Art. 8. L'article 15 de la même loi est abrogé et est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. Les entreprises définies à l'article 2 et localisées dans les zones de catégorie 1 peuvent être autorisées, en dérogation aux dispositions des articles 45, 4^o, et 49 du Code des impôts sur les revenus, à pratiquer, pendant un maximum de trois périodes imposables successives, un amortissement annuel égal au double de l'annuité d'amortissement linéaire normal, pour les investissements corporels. »

Art. 9. L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. Les entreprises ayant réalisé des investissements en immeubles, en application des articles 2, 5 et 5bis, peuvent être exonérées du précompte immobilier afférent à ces immeubles, en ce compris le matériel immeuble par nature ou par destination repris dans l'allivrement cadastral.

Cette exonération peut être octroyée pour une durée maximale de cinq ans à partir du 1^{er} janvier qui suit l'occupation ou l'utilisation du bien immeuble. »

Art. 10. L'article 18 de la même loi est abrogé.

Art. 11. L'article 19, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. § 1^{er}. La garantie de la Région peut être attachée par l'Exécutif :

1^o au remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts ayant pour but le financement direct ou indirect d'investissements repris à l'actif du bilan sous le poste « Actifs immobilisés »;

2^o au remboursement en capital, intérêts et accessoires des obligations et obligations convertibles en actions, acquises ou souscrites par une institution de crédit agréée, par la Société nationale d'Investissement ou par la Société régionale d'Investissement de Wallonie. »

Art. 12. L'article 21, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 7 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. § 1^{er}. Le montant global, à concurrence duquel la garantie de la Région peut être accordée, est fixé à 8 milliards de francs.

L'Exécutif peut porter ce plafond à maximum 12 milliards de francs par libération de deux tranches de 2 milliards de francs chacune. »

Art. 12bis. Il est ajouté un paragraphe 3 à l'article 21 de la même loi, rédigé comme suit :

« Article 21. § 3. La garantie octroyée par la Région est supplétive. Elle ne peut couvrir que les sommes restant dues après réalisation des sûretés attachées aux prêts ayant bénéficié de la garantie. »

Art. 13. L'article 38 de la même loi, modifié par la loi du 8 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 38. § 1^{er}. Dans le cadre des décisions d'octroi, l'Exécutif subordonne le maintien des aides au respect de certains délais et conditions, notamment fixés à l'article 5quater.

§ 2. Les entreprises ayant bénéficié des aides prévues à la section II doivent restituer les avantages obtenus si, dans un délai de quatre ans à partir de la date de la fin de la réalisation des investissements, elles n'utilisent pas, aliènent ou cessent d'utiliser, aux fins et conditions prévues, les investissements qui ont donné lieu à l'octroi d'une aide.

Elles sont également tenues à restitution des aides si elles ne respectent pas les obligations fixées à l'article 5quater.

§ 3. Toutefois, l'Exécutif peut, dans le cadre de la décision d'octroi, allonger le délai fixé au § 2.

§ 4. L'Exécutif peut limiter la restitution des aides à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'une aide et le nombre d'années prévu au § 2.

Si moins de deux ans se sont écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'aide, la restitution de celle-ci est néanmoins intégrale.

§ 5. Les entreprises qui ont obtenu des aides suite à la transmission, sciemment ou non, de renseignements inexacts doivent les restituer. »

Art. 14. Il est inséré dans la même loi un article 38bis rédigé comme suit :

« Article 38bis. En cas de faillite, de concordat par abandon d'actif, de dissolution et de mise en liquidation volontaire, ou judiciaire de l'entreprise, les avantages reçus sont restitués conformément à l'article 38.

En cas de fusion, d'absorption, de scission ou de vente de l'entreprise, l'Exécutif peut accorder le maintien des aides lorsque l'activité économique de l'entreprise est poursuivie et que les avantages obtenus sont transférés dans la nouvelle entité juridique au même titre que les investissements ayant justifié l'octroi de l'aide. A défaut, les aides sont restituées. »

Art. 15. Il est inséré dans la même loi un article 38^{ter}, rédigé comme suit :

« Article 38^{ter}. L'Exécutif peut, lorsque le coût administratif lié à la récupération des aides risque d'être supérieur aux montants de celles-ci, exonérer les entreprises bénéficiaires de leur restitution. »

Art. 16. Il est inséré dans la même loi un article 38 quater, rédigé comme suit :

« Article 38^{quater}. L'Exécutif peut mettre fin à la garantie de la Région octroyée en vertu de l'article 19 lorsque les renseignements fournis par l'organisme de crédit ou le bénéficiaire se révèlent inexacts ou en cas de non-respect des conditions d'octroi de la garantie. »

Art. 17. L'article 41 de la même loi, modifié par la loi du 5 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. Les aides prévues au chapitre 1er peuvent également être accordées en vue de venir en aide à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales, dont l'activité économique se trouve gravement atteinte par une catastrophe publique reconnue comme telle par l'Exécutif.

Pour l'application de l'alinéa 1er, l'Exécutif peut accorder des dérogations aux délimitations géographiques définies en exécution de l'article 11. »

Art. 18. A l'article 44 de la même loi, les mots « en exécution des articles 9, 14, 29, 30, 31 ou 33 » sont remplacés par les mots « en exécution des articles 12, 13, 13^{bis}, 14, 29, 30, 31 ou 33 ».

Art. 19. Il est inséré dans la même loi un chapitre VI, intitulé comme suit :

« De l'attribution d'incitants et d'assurances contribuant à la réalisation de programmes industriels européens faisant l'objet d'accords internationaux spécifiques. »

Ce chapitre comprend les articles 29^{bis} et 29^{ter}, rédigés comme suit :

« Article 29^{bis}. Des aides peuvent être consenties par l'Exécutif aux entreprises de la Région qui participent à la réalisation d'un programme industriel européen, sur base de dispositions prévues dans un protocole d'accord conclu entre l'Etat et la Région.

Article 29^{ter}. Les aides considérées sont les suivantes :

1° La garantie des risques de change, sur base d'un taux-pivot arrêté par l'Exécutif et selon les modalités définies par lui.

En fonction de l'évolution du taux de change par rapport au taux-pivot, la Région verse ou récupère le montant de son intervention dans la couverture de la différence.

2° La garantie relative à une évolution divergente des indices économiques selon les modalités définies par l'Exécutif.

En fonction de l'évolution des indices économiques, la Région verse ou récupère le montant de son intervention dans la couverture de la différence.

3° Le financement sous forme d'avance récupérable ou la prise en charge des frais de financement, de 50 % au plus des fonds mobilisés pour l'exécution du contrat, selon des modalités définies par l'Exécutif. »

Art. 19^{bis}. L'article 48 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 48. L'Exécutif communique trimestriellement au Conseil régional wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne une information statistique des aides octroyées.

D'autre part, l'Exécutif communique annuellement au Conseil régional wallon un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique d'expansion économique qu'il a menée au cours de l'année civile précédente en vue d'une évaluation approfondie de celle-ci. »

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le 1er juillet 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 juin 1992

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 2221

[C — 27346]

25. JUNI 1992. — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970
betreffend den Wirtschaftsaufschwung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

Artikel 1. Artikel 1 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 1. Die Zuerkennung der Anreize, die neben anderen Instrumenten im Hinblick auf die Förderung der sozio-ökonomischen Entwicklung der Wallonischen Region eingeführt werden, erfolgt aufgrund von Verträgen, die die Wallonische Region mit jeglicher öffentlich- bzw. privatrechtlichen natürlichen oder juristischen Person abschließt, die sich verpflichtet, ein oder mehrere Vorhaben durchzuführen, die zu der Einführung einer dauerhaften Entwicklung und zu der Schaffung neuer Arbeitsplätze beitragen. Die Anreize werden nur zuerkannt, wenn sie auf entscheidende Weise zu der Verwirklichung dieser Vorhaben beisteuern. »

Art. 2. Artikel 2 dieses Gesetzes, abgeändert durch die Gesetze vom 5. August 1978 und vom 12. August 1985, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Article 2. § 1. Die in Abschnitt 2 vorgesehenen Bestimmungen können auf die Betriebe angewandt werden, die sich in den in Anwendung der Artikel 10 und 11 bestimmten Gebieten angesiedelt haben, und zwar wenn es sich um folgende Betriebe handelt:

1. Industrie- oder Handwerksbetriebe oder Betriebe, die zum Tourismus-, Handels- oder Dienstleistungssektor gehören,

2. Betriebe der Sektoren des Gartenbaus und der Fischzucht

3. Betriebe des Landwirtschaftssektors.

Folgende Sektoren haben jedoch kein Anrecht auf die in Kapitel I vorgesehenen Beihilfen:

1. die Sektoren der Banken und der anderen Finanzinstitute, der Versicherungen und der Immobilien

2. die Sektoren der Energieerzeugung und -verteilung bzw. der Wassergewinnung und -versorgung, mit Ausnahme der Erzeugung alternativer und regenerativer Energie,

3. die Sektoren des Unterrichtswesens und der Ausbildung

4. der Sektor des Gesundheitswesens

5. die Sektoren des Sports, der Freizeitgestaltung und der Kultur

6. der Sektor des Großhandels

7. die freien Berufe.

§ 2. Unter Betrieb versteht man jegliche natürliche oder juristische Person, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat, mit Ausnahme der Gesellschaften öffentlichen Rechts.

§ 3. Die Investitionen, die in Anwendung der in Abschnitt 2 vorgesehenen Bestimmungen den Gegenstand einer Beihilfe bilden können, sind die Investitionen in Sachanlagen und immaterielle Anlagewerte, die in der Anlage zum Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über den Jahresabschluß der Unternehmen erwähnt sind.

§ 4. Die Exekutive stellt die Liste der ausgeschlossenen Zweige auf und kann die Ausschlüsse auf andere Gewerbe- bzw. Wirtschaftszweige ausdehnen. In diesem Fall muß sich ihr mit Gründen versehener Beschluß nur auf die Grundsätze und die Ziele in bezug auf eine dauerhafte Entwicklung oder die Schaffung neuer Arbeitsplätze stützen. Sie bestimmt die förderungswürdigen Investitionen und Arten von Betrieben. »

Art. 2bis. Ein neuer Artikel 5bis mit folgendem Wortlaut wird in dieses Gesetz eingefügt:

« Artikel 5bis. § 1. Im Rahmen der Verwirklichung ihrer Politik besonderen Interesses kann die Region den in Artikel 2 erwähnten Betrieben unter besonderen Bedingungen die im vorliegenden Gesetz vorgesehenen Beihilfen gewähren.

§ 2. Die Region kann die Investitionen berücksichtigen, die sowohl für die Leistung wie auch für die Benutzung der Anlagen bestimmt sind, die die Verwirklichung einer solchen Politik besonderen Interesses ermöglichen.

§ 3. Eine Politik besonderen Interesses der Region besteht insbesondere in:

— der Sanierung der verschmutzten Gelände

— dem Umweltschutz, insbesondere durch die Anregung zur Einhaltung strengerer Normen als derjenigen des Staates, der Regionen oder der Europäischen Gemeinschaften und durch die Förderung des Recyclings bzw. der Rückgewinnung,

— der Förderung der regenerativen Energiequellen und der Energieeinsparung.

§ 4. Die Exekutive bestimmt die Kriterien und Modalitäten für die Gewährung dieser Beihilfen. »

Art. 3. Ein Artikel 5ter mit folgendem Wortlaut wird in dieses Gesetz eingefügt:

« Artikel 5ter. Die in diesem Kapitel vorgesehenen Beihilfen dürfen für dieselbe Investition nicht mit anderen regionalen Beihilfen kumuliert werden. »

Art. 3bis. Ein Artikel 5quater mit folgendem Wortlaut wird in dieses Gesetz eingefügt:

« Artikel 5quater. Die Beihilfen werden den Betrieben nur gezahlt, wenn sie den steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Regelungen entsprechen oder wenn sie sich verpflichten, diesen in einer angemessenen Frist nachzukommen. »

(1) Außerordentliche Sitzungsperiode 1992.

Ratsdokumente. — 68 (SE 1992) Nr 1bis 11.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 24. Juni 1992. Diskussion.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 25. Juni 1992. Abstimmung.

Art. 4. Die Artikel 6 bis 9 dieses Gesetzes werden aufgehoben.

Art. 5. In Artikel 10 dieses Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 5. August 1978, werden die Wörter « auf die in Artikel 7 erwähnten Geschäfte oder im allgemeinen auf die Investitionsgeschäfte » durch die Wörter « auf die in Artikel 2 erwähnten Investitionen » ersetzt.

Art. 6. Artikel 12 dieses Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 1985, wird durch folgenden Paragraphen ergänzt :

« § 6. In der Wallonischen Region wird keinerlei Beihilfe in Form einer Zinssenkung gewährt. »

Art. 7. In dieses Gesetz wird ein Artikel 13 bis mit folgendem Wortlaut und mit der Überschrift « B-bis — Investitionsprämien » eingefügt :

« Artikel 13 bis Den in Artikel 2 erwähnten Betrieben kann unabhängig von der Art der Finanzierung der Investition eine Prämie dafür gewährt werden, wobei die Exekutive die Bedingungen und Modalitäten festlegt, gemäß denen sie gewährt und ausbezahlt wird.

Die Prämie darf nicht den Höchstbetrag übersteigen, der eventuell gemäß den Artikeln 12 und 13 für eine Zinssenkung gewährt wird.

Binnen dreißig Tagen nach Einreichung einer vollständigen Akte oder eines Antrags auf Beginnerlaubnis und einer ordnungsgemäß ausgefüllten Referenzkarte wird der Betrieb über die Förderungswürdigkeit seines Antrags informiert.

Wenn binnen der vorgesehenen Frist keine Antwort erfolgt, bedeutet dies nicht automatisch, daß der Antrag angenommen wird. »

Art. 7 bis. In dieses Gesetz wird unter der Überschrift « B-bis — Investitionsprämien » ein Artikel 13 ter mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Artikel 13 ter. In Abweichung von Artikel 13 bis können die Verlage der parteigebundenen Tages- oder Wochenpresse eine Beihilfe erhalten, die 15 % des Betrags der förderungswürdigen Investitionen entspricht. »

Art. 8. Artikel 15 dieses Gesetzes wird aufgehoben und durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 15. In Abweichung von den Bestimmungen der Artikel 45 Nr. 4 und 49 des Gesetzbuches über die Einkommensteuer kann den in Artikel 2 bestimmten Betrieben, die in den Gebieten der Kategorie 1 gelegen sind, erlaubt werden, während maximal drei aufeinanderfolgenden Veranlagungszeiträumen für die Sachinvestitionen eine jährliche Abschreibung vorzunehmen, die der doppelten jährlichen Quote einer regelmäßigen linearen Abschreibung entspricht. »

Art. 9. Artikel 16 dieses Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 16. Die Betriebe, die in Anwendung der Artikel 2, 5 und 5 bis Investitionen in Immobilien vorgenommen haben, können für diese Immobilien, einschließlich der von Natur aus oder durch gesetzliche Bestimmung unbeweglichen Güter, die im Kataster eingetragen sind, von dem Immobiliensteuervorabzug befreit werden.

Diese Befreiung darf für eine Dauer von höchstens fünf Jahren ab dem 1. Januar nach der Benutzung des unbeweglichen Gutes gewährt werden. »

Art. 10. Artikel 18 dieses Gesetzes wird aufgehoben.

Art. 11. Artikel 19 § 1 dieses Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 19. § 1. Die Garantie der Region kann von der Exekutive an folgendes gebunden werden :

1. an die Rückzahlung des Kapitals, der Zinsen und der Nebenforderungen der Anleihen, die zur direkten bzw. indirekten Finanzierung von Investitionen dienen, die auf der Aktivseite der Bilanz unter Posten « Anlagevermögen » aufgeführt sind,

2. an die Rückzahlung des Kapitals, der Zinsen und der Nebenforderungen der Schuldverschreibungen und der in Aktien umwandelbaren Schuldverschreibungen, die von einem zugelassenen Kreditinstitut, von der Nationalen Investitionsgesellschaft oder von der Regionalen Investitionsgesellschaft für Wallonien erworben bzw. gezeichnet worden sind. »

Art. 12. Artikel 21 § 1 dieses Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 7. August 1980, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 21. § 1. Der Gesamtbetrag, bis zu dessen Höhe die Garantie der Region gewährt werden darf, ist auf 8 Milliarden Franken festgesetzt.

Die Exekutive kann diesen Höchstbetrag durch Freigabe von zwei Teilbeträgen von jeweils 2 Milliarden Franken auf höchstens 12 Milliarden Franken erhöhen. »

Art. 12 bis. Artikel 21 dieses Gesetzes wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

« Artikel 21. § 3. Die von der Region gewährte Garantie ist ergänzend. Sie darf nur die Beträge decken, die noch zu zahlen sind, nachdem die Sicherheiten der Darlehen, für die die Garantie gewährt worden ist, verwertet worden sind. »

Art. 13. Artikel 38 dieses Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1980, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 38. § 1. Im Rahmen der Gewährungsbeschlüsse macht die Exekutive die Aufrechterhaltung der Beihilfen von der Einhaltung gewisser Fristen und von der Erfüllung gewisser Bedingungen, die insbesondere in Artikel 5 quater bestimmt sind, abhängig.

§ 2. Die Betriebe, die die in Abschnitt II vorgesehenen Beihilfen erhalten haben, müssen diese zurückzahlen, wenn sie innerhalb einer Frist von vier Jahren ab dem Tag, an dem die Durchführung der Investitionen beendet ist, die Investitionen, für die ihnen eine Beihilfe gewährt worden ist, nicht benutzen, sie veräußern oder sie nicht mehr zu den vorgesehenen Zwecken und unter den vorgesehenen Bedingungen benutzen.

Sie müssen die Beihilfen auch zurückzahlen, wenn sie die in Artikel 5 quater auferlegten Verpflichtungen nicht einhalten.

§ 3. Die Exekutive kann jedoch im Rahmen des Gewährungsbeschlusses die in § 2 festgesetzte Frist verlängern.

§ 4. Die Exekutive kann die Rückerstattung der Beihilfen bis zu dem Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre, in denen das Gut, für das eine Beihilfe gewährt worden ist, tatsächlich benutzt worden ist, und der in § 2 vorgesehenen Anzahl Jahre begrenzen.

Wenn seit Beendigung der Durchführung der Investition bis zum Tag der Begebenheit, die den Entzug der Beihilfe rechtfertigt, weniger als zwei Jahre verstrichen sind, muß diese Beihilfe jedoch in voller Höhe zurückgezahlt werden.

§ 5. Die Betriebe, die Beihilfen erhalten haben, nachdem sie wissentlich oder unwissentlich falsche Auskünfte erteilt haben, müssen diese zurückzahlen. »

Art. 14. In dieses Gesetz wird ein Artikel 38bis mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Artikel 38bis. Im Falle eines Konkurses, eines Vergleichs mit Vermögensabtretung, einer Auflösung und einer freiwilligen oder gerichtlichen Liquidation des Betriebs werden die gewährten Vergünstigungen gemäß Artikel 38 zurückgezahlt.

Im Falle einer Fusion, einer Übernahme, einer Aufspaltung oder eines Verkaufs des Betriebs kann die Exekutive die Beihilfen aufrechterhalten, wenn die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs fortgeführt wird und die gewährten Vergünstigungen genauso wie die Investitionen, die die Gewährung der Beihilfe gerechtfertigt haben, auf die neue juristische Person übertragen werden. Wenn das nicht der Fall ist, werden die Beihilfen zurückgezahlt. »

Art. 15. In dieses Gesetz wird ein Artikel 38ter mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Artikel 38ter. Wenn die Verwaltungskosten für die Rückforderung der Beihilfen höher liegen könnten als deren Beträge, kann die Exekutive die Betriebe, die diese bezogen haben, von der Rückerstattung befreien. »

Art. 16. In dieses Gesetz wird ein Artikel 38quater mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Artikel 38quater. Die Exekutive kann die von der Region aufgrund von Artikel 19 gewährte Garantie einstellen, wenn die vom Kreditinstitut oder vom Bezugsberechtigten erteilten Auskünfte sich als falsch erweisen oder wenn die Bedingungen für die Gewährung der Garantie nicht erfüllt sind. »

Art. 17. Artikel 41 dieses Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 5. März 1976, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 41. Die in Kapitel I vorgesehenen Beihilfen können ebenfalls gewährt werden, um die Industrie-, Handels- bzw. Handwerksbetriebe zu unterstützen, deren Wirtschaftsleben durch eine öffentliche Katastrophe, die die Exekutive als solche anerkannt hat, schwer beeinträchtigt worden ist.

Für die Anwendung von Absatz 1 kann die Exekutive Abweichungen von den in Durchführung von Artikel 11 bestimmten geographischen Abgrenzungen gewähren. »

Art. 18. In Artikel 44 dieses Gesetzes werden die Wörter « in Ausführung der Artikel 9, 14, 29, 30, 31 bzw. 33 » durch die Wörter « in Ausführung der Artikel 12, 13, 13bis, 14, 29, 30, 31 bzw. 33 » ersetzt.

Art. 19. In dieses Gesetz wird ein Kapitel VI mit folgender Überschrift eingefügt :

« Zuerkennung materieller Anreize und Versicherungen, die zur Durchführung von europäischen industriellen Programmen beitragen, die den Gegenstand von internationalen spezifischen Abkommen bilden. »

Dieses Kapitel umfaßt die Artikel 29bis und 29ter mit folgendem Wortlaut :

« Artikel 29bis. Die Exekutive kann den Betrieben der Region, die sich an der Durchführung eines europäischen industriellen Programms beteiligen, Beihilfen gewähren aufgrund von Bestimmungen, die in einem zwischen dem Staat und der Region geschlossenen Protokollabkommen vorgesehen sind.

Artikel 29ter. Die berücksichtigten Beihilfen sind folgende :

1. die Wechselkursgarantie aufgrund eines Leitkurses, der von der Exekutive gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten festgelegt wird.

Je nach der Entwicklung des Wechselkurses im Verhältnis zum Leitkurs zahlt die Region den Betrag ihrer Beteiligung an der Deckung der Differenz, oder sie erstattet diesen Betrag zurück.

2. die Garantie in bezug auf die unterschiedliche Entwicklung der Wirtschaftsindexe gemäß den von der Exekutive bestimmten Modalitäten.

Je nach der Entwicklung der Wirtschaftsindexe zahlt die Region den Betrag ihrer Beteiligung an der Deckung der Differenz, oder sie erstattet diesen Betrag zurück.

3. die Finanzierung in Form eines rückzahlbaren Vorschusses oder die Übernahme der Finanzierungskosten von höchstens 50 % des für die Erfüllung des Vertrags aufgenommenen Kapitals, und zwar gemäß den von der Exekutive bestimmten Modalitäten. »

Art. 19bis. Artikel 48 dieses Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 48. Die Exekutive übermittelt dem Wallonischen Regionalrat und dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region jedes Quartal eine statistische Information über die gewährten Beihilfen.

Die Exekutive läßt dem Wallonischen Regionalrat andererseits jedes Jahr einen qualitativen und quantitativen Bericht über die Politik des Wirtschaftsaufschwungs, die sie im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres betrieben hat, im Hinblick auf eine eingehende Bewertung zukommen.

Art. 20. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Juli 1992 in Kraft.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Juni 1992.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 92 — 2221

[C — 27346]

25 JUNI 1992. — Decreet tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen, en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 1. De aanmoedigingen die voorzien zijn, onder andere middelen, om te bijdragen tot de socio-economische ontwikkeling van het Waalse Gewest worden toegekend krachtens contracten afgesloten tussen, enerzijds, het Waalse Gewest, en anderzijds, elke natuurlijke of rechtspersoon van privaot of publiek recht, die zich ertoe verbindt een of meer verrichtingen uit te voeren die bijdragen tot de verwezenlijking van een duurzame ontwikkeling en tot de aanmoediging van het scheppen van werkplaatsen. De aanmoedigingen worden slechts toegekend indien zij doorslaggevend bijdragen tot de verwezenlijking van deze verrichtingen. »

Art. 2. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1978 en 12 augustus 1985, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 2. § 1. De in afdeling 2 voorziene bepalingen kunnen worden toegepast op de ondernemingen gevestigd in de overeenkomstig artikelen 10 en 11 bepaalde zones, indien het gaat om :

1. industriële of ambachtelijke ondernemingen of ondernemingen uit de toeristische sector, uit de commerciële of dienstensector;
2. ondernemingen uit de tuinbouw- en visteeltsector;
3. ondernemingen uit de landbouwsector.

Mogen echter geen recht hebben op de in hoofdstuk I voorziene tegemoetkomingen :

1. de sector van de banken en van andere financiële instellingen, van de verzekeringen en van de immobiliën;
2. de sector van energie- en waterproductie en -verdeling, met uitzondering van de productie van alternatieve en hernieuwbare energieën;
3. de onderwijs- en vormingssectoren;
4. de gezondheidssector;
5. de sector van sport, vrijetijdsbesteding en cultuur;
6. de sector van de grote distributie;
7. de vrije beroepen.

§ 2. Er dient te worden verstaan onder onderneming iedere natuurlijke persoon of iedere in een commerciële vennootschap opgerichte rechtspersoon, met uitzondering van de publiekrechtelijke vennootschappen.

§ 3. De investeringen die het onderwerp kunnen worden van een tegemoetkoming bij toepassing van de in afdeling 2 voorziene bepalingen zijn de investeringen van materiële vaste activa en immateriële vaste activa bedoeld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.

§ 4. De Executieve bepaalt de lijst van de uitgesloten activiteiten en kan de uitsluitingen uitbreiden tot andere activiteitensectoren of -takken. In dat geval, moet haar gemotiveerde beslissing uitsluitend rekening houden met de beginselen en doeleinde van duurzame ontwikkeling of van schepping van werkplaatsen. Zij bepaalt de in aanmerking komende investeringen en ondernemingstypes.

Art. 2bis. Een als volgt nieuw artikel 5bis wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 5bis. § 1. In het kader van de inwerkingstelling van zijn beleiden van bijzondere aard, kan het Gewest, onder bijzondere voorwaarden, de in deze wet voorziene tegemoetkomingen toekennen aan de in artikel 2 bedoelde ondernemingen.

§ 2. Het Gewest kan rekening houden met de investeringen die zowel bestemd zijn voor de productie als voor het gebruik van vaste activa waardoor de uitvoering van deze beleiden van een bijzonder belang toegelaten worden.

§ 3. De beleiden van bijzonder belang van het Gewest zijn onder meer :

- de sanering van vervuilde ruimten;
- de bescherming van het leefmilieu, onder andere door het aansporen tot de naleving van strengere normen dan welke voorgeschreven zijn door de Staat, de Gewesten of Europese Gemeenschappen, en door de bevordering van recycleren en recuperatieactiviteiten;
- de bevordering van hernieuwbare energieën en van energiebesparingen.

§ 4. De Executieve bepaalt de criteria en de modaliteiten voor de toekenning van deze tegemoetkomingen.

Art. 3. Een als volgt artikel 5ter wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 5ter. De in dit hoofdstuk voorziene tegemoetkomingen kunnen niet gekumuleerd worden met andere gewestelijke tegemoetkomingen voor eenzelfde investering ».

Art. 3bis. Een als volgt artikel 5quater wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 5quater. De tegemoetkomingen kunnen slechts aan de ondernemingen uitgekeerd worden indien zij de fiscale, sociale en leefmilieuwetgevingen en reglementeringen naleven of indien zij de verbintenis aangaan in aangepaste termijnen zich ernaar te schikken.

Art. 4. Artikelen 6 tot 9 van dezelfde wet zijn opgeheven.

Art. 5. In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1978, worden de woorden « op de verrichtingen vermeld in artikel 7, of meer in het algemeen op de investeringsverrichtingen » vervangen door de woorden « op de in artikel 2 bepaalde investeringen ».

(1) Buitengewone zitting 1992.

Stukken van de Raad. — 68 (SE 1992), nrs. 1 tot 11.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 24 juni 1992. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 25 juni 1992. Stemming.

Art. 6. Artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 1985, wordt aangevuld door volgend paragraaf :

« § 6. In het Waalse Gewest wordt er geen tegemoetkoming toegekend in de vorm van een rentevoetvermindering ».

Art. 7. In dezelfde wet, onder de titel « B-bis — Investeringspremies », wordt er een als volgt opgesteld artikel 13bis ingevoegd :

« Artikel 13bis. Er kan een investeringspremie aan de in artikel 2 bedoelde ondernemingen toegekend worden, ongeacht haar financieringswijze, waarvan de Executieve de toekennings- en vereffeningvoorwaarden bepaalt.

De premie mag niet hoger zijn dan het maximum bedrag dat toegelaten zou zijn voor een rentevoetvermindering, overeenkomstig artikelen 12 en 13 ».

Binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van een volledig dossier of van een aanvraag tot machtiging om te beginnen waarbij een behoorlijk ingevulde signaletische kaart gevoegd is, wordt de onderneming ingelicht over het al dan niet in aanmerking komen van haar aanvraag.

Het gebrek van antwoord binnen de voorziene termijn impliceert niet automatisch dat de aanvraag aangenomen is.

Art. 7bis. In dezelfde wet, onder de titel « B-bis — Investeringspremies », wordt er een als volgt opgesteld artikel 13ter ingevoegd :

« Artikel 13ter. In afwijking van artikel 13bis, kunnen de ondernemingen van de dagelijkse of wekelijkse geschreven opiniepers recht hebben op een tegemoetkoming die gelijk is aan 15 % van het bedrag der investeringen die in aanmerking kunnen komen. »

Art. 8. Artikel 15 van dezelfde wet is opgeheven en is vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 15. De in artikel 2 bepaalde ondernemingen, die gevestigd zijn in de zones van categorie 1, kunnen gemachtigd worden om, in afwijking van de bepalingen van artikelen 45, 4^e en 49, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gedurende maximum drie opeenvolgende belastbare periodes, een jaarlijkse afschrijving toe te passen die gelijk is aan tweemaal de normale lineaire afschrijvingsannuïteit voor de investeringen in goederen ».

Art. 9. Artikel 16 van dezelfde wet is vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 16. De ondernemingen die, overeenkomstig artikelen 2, 5 en 5bis, een investering in onroerende goederen verwezenlijkt hebben, kunnen van de onroerende voorheffing op deze onroerende goederen worden vrijgesteld, met inbegrip van het materieel, onroerend van natuur of door bestemming, ingeschreven in de kadastrale legger.

Deze vrijstelling kan worden toegekend voor maximum vijf jaar ingaande op 1 januari na de inbezetting of ingebruikneming van het onroerend goed. »

Art. 10. Artikel 18 van dezelfde wet is opgeheven.

Art. 11. Artikel 19, § 1, van dezelfde wet is vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 19. § 1. De waarborg van het Gewest kan door de Executieve worden toegekend :

1. voor de terugbetaling van kapitaal, rente en bijkomstigheden van de leningen voor de rechtstreekse of onrechtstreekse financiering van investeringen opgenomen in de activa van de balans onder de post « Vastliggende middelen »;

2. voor de terugbetaling van kapitaal, rente en bijkomstigheden van de obligaties en van de in aandelen omzetbare obligaties, verworven of waarop ingetekend wordt door een erkende kredietinstelling, door de Nationale Investeringsmaatschappij of door de « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Waalse gewestelijke investeringsmaatschappij) ».

Art. 12. Artikel 21, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 augustus 1980, is vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 21. § 1. Het globale bedrag waarvoor de waarborg van het Gewest kan worden verleend, is vastgesteld op 8 miljard frank.

De Executieve kan dit bedrag op maximum 12 miljard frank brengen door vrijmaking van twee schijven van 2 miljard frank elk. »

Art. 12bis. Er wordt een als volgt opgesteld § 3 bij artikel 21 van dezelfde wet gevoegd :

« Artikel 21. § 3. De door het Gewest toegekende waarborg is aanvullend. Zij kan slechts de verschuldigde bedragen dekken na tegeldemaking van de zekerstellingen verbonden aan de leningen die van de waarborg genoten hebben. »

Art. 13. Artikel 38 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, is vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 38. § 1. In het kader van de toekenningsbeslissing maakt de Executieve het behoud van de tegemoetkomingen afhankelijk van de naleving van sommige termijnen en voorwaarden, meer bepaald welke vastgesteld zijn in artikel 5quater.

§ 2. De ondernemingen, die recht gehad hebben op de in afdeling II voorziene tegemoetkomingen, moeten de voordelen die zij bekomen hebben teruggeven indien zij, binnen een termijn van vier jaar vanaf de datum van het einde van de investeringstegeldmaking, de investeringen die aanleiding gegeven hebben tot de toekenning van een tegemoetkoming vervreemden, niet of niet langer meer gebruiken overeenkomstig de voorgeschreven doeleinden en voorwaarden.

Zij zijn tevens gehouden tot de teruggave van de tegemoetkomingen indien zij de in artikel 5quater vastgestelde verplichtingen niet naleven.

§ 3. Nochtans kan de Executieve, in het kader van een toekenningsbeslissing, de in § 2 vastgestelde termijn verlengen.

§ 4. De Executieve kan de teruggave van de tegemoetkomingen beperken ten belope van de verhouding tussen het aantal jaren van werkelijk gebruik van het goed dat het onderwerp was van een tegemoetkoming en het in paragraaf 2 voorzien aantal jaren.

Indien minder dan twee jaar verlopen zijn sinds het einde van de verwezenlijking van de investering tot de dag waarop de intrekking van de tegemoetkoming rechtvaardigd is, moet zij echter volledig teruggegeven worden.

§ 5. De ondernemingen, die tegemoetkomingen bekomen hebben ten gevolge van het bewust of niet bewust verstrijken van onjuiste inlichtingen, moeten ze terugbetalen.

Art. 14. In dezelfde wet wordt er een als volgt opgesteld artikel 38bis gevoegd :

« Artikel 38bis. In geval van faillissement, akkoord door afstand van de activa, ontbinding en van vrijwillige of gerechtelijke uitverkoop van de onderneming, worden de ontvangen voordelen terugbetaald overeenkomstig artikel 38.

In geval van fusie, overname, splitsing of verkoop van de onderneming, kan de Executieve het behoud van de tegemoetkomingen toekennen wanneer de economische bedrijvigheid van de onderneming voortgezet wordt en de bekomen voordelen overgebracht zijn in het nieuwe rechtsgebied op dezelfde wijze als voor de investeringen die de toekenning van de tegemoetkoming gerechtvaardigd hebben. Bij gebreke, worden de tegemoetkomingen terugbetaald. »

Art. 15. In dezelfde wet wordt er een als volgt opgesteld artikel 38ter gevoegd :

« Artikel 38ter. De Executieve kan, wanneer de aan de terugbetaling van de tegemoetkomingen verbonden administratieve onkosten hoger zouden zijn dan het bedrag ervan, de rechthebbende ondernemingen vrijstellen van hun terugbetaling. »

Art. 16. In dezelfde wet wordt er een als volgt opgesteld artikel 38quater gevoegd :

« Artikel 38quater. De Executieve kan een einde maken aan de overeenkomstig artikel 19 toegekende waarborg van het Gewest wanneer de door de kredietinstelling of door de rechthebbende verstreekte inlichtingen onjuist blijken te zijn of in geval van niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden van de waarborg. »

Art. 17. Artikel 41 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 maart 1976, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 41. De in hoofdstuk I bepaalde hulp kan eveneens worden toegekend teneinde hulp te verlenen aan nijverheids-, handels- of ambachtsondernemingen, waarvan de economische bedrijvigheid ernstig getroffen wordt door een openbare ramp die bij de Executieve als dusdanig erkend wordt.

Voor de toepassing van het eerste lid kan de Executieve afwijkingen van de ter uitvoering van artikel 11 bepaalde geografische begrenzing verlenen. »

Art. 18. In artikel 44 van dezelfde wet worden de woorden « in uitvoering van de artikelen 9, 14, 29, 30, 31 of 33 » vervangen door de woorden « in uitvoering van de artikelen 12, 13, 13bis, 14, 29, 30, 31 of 33. »

Art. 19. In dezelfde wet wordt er een als volgt opgesteld hoofdstuk VI gevoegd :

« Toekenning van aansporingen en verzekeringen die bijdragen tot de verwezenlijking van Europese industriële programma's die het onderwerp zijn van bijzondere internationale overeenkomsten. »

Dit hoofdstuk bestaat uit de als volgt opgestelde artikelen 29bis en 29ter :

« Artikel 29bis. Tegemoetkomingen kunnen door de Executieve aan ondernemingen van het Gewest toegestaan worden, die deelnemen aan de verwezenlijking van een Europees industrieel programma, op basis van de bepalingen van een akkoordprotocol gesloten tussen de Staat en het Gewest.

Artikel 29ter. De in acht genomen tegemoetkomingen zijn de volgende :

1. de waarborg van de wisselkoersrisico, op basis van een middenkoers bepaald door de Executieve en volgens de door haar vastgestelde modaliteiten.

Naar gelang de evolutie van de wisselkoers ten opzichte van de middenkoers, stort het Gewest of vordert het het bedrag van zijn tussenkomst terug in de dekking van het verschil.

2. de waarborg betreffende de uiteenlopende evolutie van de economische index volgens de door de Executieve vastgestelde modaliteiten.

Naar gelang de evolutie van de economische indexen, stort het Gewest of vordert het het bedrag van zijn tussenkomst terug in de dekking van het verschil.

3. de financiering onder de vorm van terugvorderbare voorschotten of de tenlasteneming van de financieringskosten, van maximum 50 % van de voor de kontraktuitvoering van de bijeengebrachte gelden, volgens de door de Executieve vastgestelde modaliteiten. »

Art. 19bis. Artikel 48 van dezelfde wet is vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 48. Om de drie maanden, maakt de Executieve een statistische informatie betreffende de toegekende tegemoetkomingen over aan de « Conseil régional wallon » en aan de « Conseil économique et social de la Région wallonne.

Anderzijds maakt de Executieve jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag over aan de « Conseil régional wallon » betreffende het door haar gevoerde beleid inzake economische expansie tijdens het voorafgaand kalenderjaar met het oog op een grondige evaluatie ervan. »

Art. 20. Dit decreet wordt van kracht op 1 juli 1992.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 juni 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN